



Rapport de gestion
Trimestre terminé le
31 décembre 2014

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N Plus ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. Le présent rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 24 février 2015, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

Le « quatrième trimestre de 2014 » et le « quatrième trimestre de 2013 » correspondent aux périodes de trois mois closes respectivement les 31 décembre 2014 et 2013. Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire. Toute l'information trimestrielle fournie dans le présent rapport de gestion est fondée sur des montants non audités.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux IFRS. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ». Les périodes de comparaison ont été retraitées compte tenu d'un changement dans la définition du BAIIA. Se reporter à la rubrique « Données sélectionnées ».

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations comprises dans le présent rapport de gestion peuvent contenir des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques liés aux facteurs suivants : incapacité éventuelle d'obtenir les avantages escomptés d'acquisitions et d'investissements, crédit, liquidité, taux d'intérêt, valorisation des stocks, prix des produits de base, fluctuations du change, juste valeur, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, protection des droits de propriété intellectuelle, activités internationales, conventions collectives et responsabilités à titre de société cotée. Une description des risques qui touchent l'entreprise et des activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion. En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Aperçu

5N Plus est le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada) et elle compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles avancées. Parmi les principaux produits, mentionnons, entre autres, les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés, tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Information sectorielle

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de performance, sont utilisées pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Les activités du secteur Matériaux électroniques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), des diodes électroluminescentes (DEL), des afficheurs, des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart des produits du secteur sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. L'équipe de direction est responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Les activités du secteur Matériaux écologiques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et l'électronique. L'équipe de direction est également responsable de la gestion de ces activités.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les charges financières (produits financiers) ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ».

Faits saillants du quatrième trimestre de 2014 et de l'exercice 2014

- Le BAIIA¹ pour l'exercice 2014 a atteint 39,4 M\$ par rapport à 63,9 M\$ pour l'exercice 2013 (ou 18,7 M\$ compte non tenu du profit de 45,2 M\$ réalisé à la suite du règlement du litige visant MCP Group S.A. (« MCP »)). Le BAIIA ajusté¹ a augmenté pour atteindre 35,0 M\$ pour 2014 comparativement à 30,4 M\$ pour 2013. Le BAIIA et le BAIIA ajusté se sont établis à respectivement 4,0 M\$ et 5,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2014 par rapport à respectivement 6,8 M\$ et 7,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013.
- Les produits pour l'exercice 2014 ont atteint 508,2 M\$, en hausse par rapport à 459,0 M\$ pour l'exercice 2013. Les produits pour le quatrième trimestre de 2014 ont atteint 114,8 M\$, en baisse par rapport à 119,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013.
- Le résultat net pour 2014 a atteint 10,7 M\$ comparativement à un résultat net de 42,8 M\$ pour 2013, qui tenait compte de l'incidence positive du règlement du litige visant MCP (ou à une perte de 2,4 M\$ compte non tenu du profit de 45,2 M\$ réalisé à la suite du règlement du litige visant MCP). La perte nette pour le quatrième trimestre s'est élevée à 2,5 M\$, contre un résultat net de 1,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013.
- La dette nette¹ s'est inscrite à 84,0 M\$, en hausse depuis le 30 septembre 2014 et comparativement à 58,3 M\$ au 31 décembre 2013.
- Les nouvelles commandes¹ ont augmenté pour s'établir à 130,8 M\$ pour le trimestre, en hausse par rapport à 101,3 M\$ au trimestre précédent. Les nouvelles commandes s'élevaient à 156,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013. Le carnet de commandes¹ s'est établi à 153,2 M\$ au 31 décembre 2014, en hausse par rapport à 137,2 M\$ au trimestre précédent, et en baisse par rapport au carnet de commandes de 170,1 M\$ il y a un an.
- Le 3 avril 2014, 5N Plus a annoncé l'acquisition de la participation restante de 33,33 % dans sa filiale Sylarus Technologies, LLC, située à St-George, Utah, et l'a renommée 5N Plus Semiconductors LLC.
- Le 5 mai 2014, 5N Plus a annoncé l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation du capital de AM&M Advanced Machine and Materials Inc. (« AM&M »).
- Le 29 mai 2014, 5N Plus a annoncé la conclusion de nouvelles ententes d'approvisionnement avec First Solar, Inc., principal fabricant mondial de modules photovoltaïques à couche mince, comblant les besoins de First Solar en composés semi-conducteurs jusqu'au 31 mars 2019.
- Le 26 juin 2014, 5N Plus a annoncé la clôture de son placement de 60,0 M\$ CA de débentures subordonnées convertibles et non garanties et l'achat de 6,0 M\$ CA supplémentaires de débentures par les preneurs fermes.
- Le 7 août 2014, 5N Plus a annoncé la conclusion d'une facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang de 125,0 M\$ échéant en août 2018 (assortie d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 25,0 M\$) pour remplacer sa facilité renouvelable garantie de premier rang existante de 100,0 M\$.
- Le 13 novembre 2014, la Société s'est classée pour une cinquième année d'affilée au Palmarès Technologie Fast 50^{MC} de Deloitte, classement des 50 entreprises technologiques enregistrant au Canada la croissance la plus rapide selon le pourcentage de hausse des produits sur cinq ans. L'augmentation des produits de 581 % de 5N Plus entre 2009 et 2013 lui a permis de se classer au 23^e rang. Elle a également obtenu le 179^e rang au palmarès Technology Fast 500^{MC}, classement de Deloitte faisant état des 500 sociétés ayant la croissance la plus rapide dans les domaines des technologies, médias et télécommunications, des sciences de la vie et des technologies propres en Amérique du Nord.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

En 2014, la Société a affiché son niveau de rentabilité pratiquement le plus élevé avec un BAIIA record (compte non tenu de l'incidence du règlement, en 2013, du litige visant MCP), malgré un léger ralentissement au quatrième trimestre. L'exercice a été principalement marqué par une forte demande à l'égard de la plupart des produits de la Société, la vente de produits à base de bismuth ayant notamment atteint un niveau record pour un deuxième exercice d'affilée. La demande pour les produits solaires a également été élevée, alors que l'un des principaux clients de la Société continue de faire d'importantes avancées en termes d'efficacité et de coûts, ce qui démontre la compétitivité globale de la technologie à base de tellure de cadmium (« CdTe ») par rapport aux autres technologies, ainsi que sa capacité de pénétrer sur les marchés non subventionnés. Cette situation a été récemment confirmée par la décision d'Apple de conclure une convention d'achat d'électricité pour une durée de 25 ans, la plus importante en son genre, portant sur 130 MW d'électricité produite au moyen de cellules solaires à base de CdTe. Les ventes de nos autres produits suivent les prévisions. Les activités de production de substrats semi-conducteurs de la Société ont fait des progrès importants au cours de l'exercice et la Société est maintenant entièrement qualifiée auprès des deux principaux fournisseurs de cellules solaires spatiales établis aux États-Unis.

La Société a toutefois connu un léger ralentissement au cours du quatrième trimestre, la demande ayant subi les répercussions de la forte volatilité des prix des produits de base sous-jacents. Cela est particulièrement vrai pour le bismuth et le gallium, dont les prix ont subi d'importantes pressions à la baisse à la suite des derniers événements sur la Fanya Metal Exchange (bourse des métaux Fanya), lesquelles ont obligé la Société à comptabiliser une charge de dépréciation des stocks de 5,3 M\$ pour le trimestre. La Société s'attend à une reprise de la demande au cours du premier trimestre malgré le maintien possible de la volatilité des prix. C'est ce qu'indiquent, dans une large mesure, les nouvelles commandes et le carnet de commandes de la Société pour le quatrième trimestre, dont les montants en dollars moins élevés ne reflètent en rien les volumes des ventes, mais découlent principalement du recul des prix de vente, dû à l'évolution récente des prix des produits de base sous-jacents. De la même manière, si la tendance actuelle des prix se maintient, la Société s'attend à ce que la valeur des stocks baisse, de même que son niveau d'endettement, en raison de la baisse des prix unitaires moyens.

La Société a amélioré sa flexibilité financière en 2014, grâce à l'émission de débentures convertibles et au renouvellement de sa facilité de crédit, ce qui lui a permis de continuer à faire progresser plusieurs de ses mesures stratégiques visant à renforcer sa position dans l'ensemble de sa chaîne de valeur. Cela s'est traduit, d'un côté, par des investissements additionnels à son installation du Laos avec l'intention d'augmenter la capacité d'affinage primaire et d'offrir une plateforme efficace pour le traitement des matières de bismuth produites au Vietnam; et de l'autre, par des investissements visant à élargir son portefeuille de produits à valeur ajoutée en tirant pleinement profit de sa plateforme industrielle et technologique liée à ses activités de production de substrats semi-conducteurs et en faisant l'acquisition des activités et des technologies de AM&M, puisque la Société souhaite se positionner rapidement sur le marché des poudres métalliques.

La Société estime que la volatilité actuelle des prix des produits de base sous-jacents devrait continuer à peser sur sa performance financière, mais elle demeure d'un optimisme prudent quant à la demande future et à sa capacité de croître alors qu'elle exécute son plan stratégique. La Société tient à remercier ses employés pour leur dévouement et leurs efforts soutenus tout au long de cet exercice qui s'est révélé un exercice record à bien des égards, malgré le contexte concurrentiel dans lequel elle mène ses activités. Elle tient également à remercier ses parties prenantes et ses actionnaires pour leur confiance et leur soutien indéfectibles.

Synthèse des résultats

	T4 2014	T4 2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Produits	114 781	119 416	508 195	459 012
Charges d'exploitation	109 124	111 474	473 150	428 637
BAIIA ajusté ¹	5 657	7 942	35 045	30 375
Dépréciation des stocks	5 251	-	5 251	10 182
Profit lié au règlement du prix d'acquisition de MCP	-	-	-	(45 188)
Coûts du litige et coûts de restructuration	1 178	569	1 952	4 068
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	(1 312)	-
Variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures	(1 368)	-	(7 179)	-
(Profits) pertes de change et au titre de dérivés	(3 425)	525	(3 111)	(2 590)
BAIIA ^{1 2}	4 021	6 848	39 444	63 903
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	2 860	1 779	8 769	8 524
Amortissement	2 546	2 419	11 148	10 686
Résultat avant impôt sur le résultat	(1 385)	2 650	19 527	44 693
(Recouvrement) charge d'impôt				
Exigible	(2 237)	132	4 875	4 338
Différé	3 305	880	3 979	(2 425)
	1 068	1 012	8 854	1 913
Résultat net	(2 453)	1 638	10 673	42 780
Résultat de base par action	(0,03) \$	0,02 \$	0,13 \$	0,51 \$
Résultat dilué par action	(0,04) \$	0,02 \$	0,05 \$	0,51 \$

Produits par secteur

	T4 2014	T4 2013	Variation (%)	2014	2013	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Secteur Matériaux électroniques	41 898	46 264	(9) %	169 367	179 368	(6) %
Secteur Matériaux écologiques	72 883	73 152	-	338 828	279 644	21 %
Total des produits	114 781	119 416	(4) %	508 195	459 012	11 %

Pour l'exercice 2014, les produits se sont établis à 508,2 M\$ par rapport à 459,0 M\$ pour l'exercice 2013, soit une augmentation de 11 %. Les produits du secteur Matériaux électroniques ont diminué de 6 % par rapport à 2013, alors que ceux du secteur Matériaux écologiques ont enregistré une hausse de plus de 21 %, grâce à une augmentation des volumes et à de meilleurs prix de vente moyens.

Pour le quatrième trimestre de 2014, les produits ont diminué de 4 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le quatrième trimestre de 2014, les produits du secteur Matériaux électroniques ont subi les contrecoups des prix et se sont établis à 41,9 M\$, en baisse par rapport à 46,3 M\$ au quatrième trimestre de 2013. Les produits du secteur Matériaux écologiques sont demeurés inchangés à 72,9 M\$ par rapport à ceux du trimestre correspondant de 2013, la hausse des prix ayant atténué la baisse des volumes par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Résultat net et résultat net ajusté

	T4 2014	T4 2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	(2 453)	1 638	10 673	42 780
Résultat net de base par action	(0,03) \$	0,02 \$	0,13 \$	0,51 \$
Éléments de rapprochement :				
Dépréciation des stocks	5 251	-	5 251	10 182
Coûts du litige et coûts de restructuration	1 178	569	1 952	4 068
Variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures	(1 368)	-	(7 179)	-
Profit lié au règlement du prix d'acquisition de MCP	-	-	-	(45 188)
Impôt sur les éléments imposables ci-dessus	(1 361)	(139)	(61)	(1 002)
Résultat net ajusté¹	1 247	2 068	10 636	10 840
Résultat net de base ajusté par action¹	0,01 \$	0,02 \$	0,13 \$	0,13 \$

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

² Les périodes de comparaison ont été retraitées compte tenu d'un changement dans la définition du BAIIA¹.

Rapport de gestion

Pour l'exercice 2014, le résultat net ajusté¹ s'est établi à 10,6 M\$ en regard de 10,8 M\$ pour l'exercice précédent. Le résultat net pour l'exercice 2014 a atteint 10,7 M\$ comparativement à 42,8 M\$ pour 2013. Cette différence s'explique par le règlement du litige visant MCP pour un montant de 45,2 M\$ qui a eu lieu au deuxième trimestre de 2013, en partie contrebalancé par la variation positive de la juste valeur de l'option de conversion des débetures et une charge de dépréciation des stocks moins élevée enregistrée pour l'exercice 2014 par rapport à 2013.

Pour le quatrième trimestre de 2014, le résultat net ajusté¹ s'est établi à 1,2 M\$ par rapport à 2,1 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une baisse de 0,8 M\$. La perte nette a été de 2,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2014 comparativement à un résultat net de 1,6 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique principalement par une charge de dépréciation des stocks de 5,3 M\$ ainsi que des coûts de restructuration en partie contrebalancés par une variation positive de la juste valeur de l'option de conversion des débetures de 1,4 M\$.

BAIIA ajusté

	T4 2014	T4 2013	Variation (%)	2014	2013	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Secteur Matériaux électroniques	4 853	4 006	21 %	23 642	22 466	5 %
Secteur Matériaux écologiques	3 106	6 474	(52) %	22 167	16 285	36 %
Siège social	(2 302)	(2 538)	(9) %	(10 764)	(8 376)	29 %
BAIIA ajusté¹	5 657	7 942	(29) %	35 045	30 375	15 %

Pour l'exercice 2014, le BAIIA ajusté¹ a atteint 35,0 M\$ par rapport à 30,4 M\$ pour l'exercice précédent. La hausse du BAIIA ajusté découle principalement de l'accroissement des prix de vente moyens, des volumes et du règlement d'une réclamation d'assurance au troisième trimestre de 2014, nets de l'augmentation des coûts de main-d'œuvre, des services publics et des coûts de logistique. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a augmenté de 1,2 M\$ pour atteindre 23,6 M\$, et la marge du BAIIA ajusté¹ a été de 14 %, par rapport à 13 % pour l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a augmenté pour atteindre 22,2 M\$ par rapport à 16,3 M\$, et la marge du BAIIA ajusté a été de 7 %, par rapport à 6 % en 2013.

Pour le quatrième trimestre de 2014, le BAIIA ajusté s'est établi à 5,7 M\$ comparativement à 7,9 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique principalement par des volumes moins élevés par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a augmenté de 0,8 M\$ pour atteindre 4,9 M\$, et la marge du BAIIA ajusté a été de 12 % comparativement à 9 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a diminué pour atteindre 3,1 M\$ par rapport à 6,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013, et la marge du BAIIA ajusté a été de 4 %, par rapport à 9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Charges de dépréciation

	T4 2014	T4 2013	2014	2013
	\$		\$	
Secteur Matériaux électroniques	856	-	856	150
Secteur Matériaux écologiques	4 395	-	4 395	10 032
Dépréciation des stocks	5 251	-	5 251	10 182

Une charge de dépréciation des stocks de 5,3 M\$, se rapportant principalement au bismuth et au gallium, a été comptabilisée pour 2014 par rapport à une charge de 10,2 M\$ pour 2013, reflétant la valeur nette de réalisation attendue des stocks à la clôture en raison du recul récent des prix des produits de base qui a touché notre secteur.

Nouvelles commandes et carnet de commandes

	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T4 2014	T3 2014	T4 2013	T4 2014	T3 2014	T4 2013
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Secteur Matériaux électroniques	83 676	79 753	80 382	45 821	37 259	54 337
Secteur Matériaux écologiques	69 483	57 430	89 691	84 936	63 999	101 800
Total	153 159	137 183	170 073	130 757	101 258	156 137

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Quatrième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2014

Au 31 décembre 2014, le carnet de commandes¹ s'élevait à 153,2 M\$ au total, en hausse par rapport au trimestre précédent, avec une courbe de renouvellement suivant la tendance habituelle pour la plupart des contrats au quatrième trimestre ou au premier trimestre de l'exercice.

Au 31 décembre 2014, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques s'élevait à 83,7 M\$, en hausse de 3,9 M\$, soit 5 %, par rapport au carnet de commandes du troisième trimestre de 2014. Le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques s'élevait à 69,5 M\$, ce qui représente une hausse de 12,1 M\$, soit 21 %, par rapport au carnet de commandes du trimestre précédent.

Les nouvelles commandes¹ du secteur Matériaux électroniques ont augmenté de 8,6 M\$ pour atteindre 45,8 M\$ par rapport au trimestre précédent. Pour le quatrième trimestre de 2014, les nouvelles commandes du secteur Matériaux écologiques ont augmenté de 20,9 M\$, soit 33 %, pour s'établir à 84,9 M\$, comparativement à 64,0 M\$ pour le troisième trimestre de 2013.

Quatrième trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Au 31 décembre 2014, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques avait augmenté de 3,3 M\$ et celui du secteur Matériaux écologiques avait diminué de 20,2 M\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le quatrième trimestre de 2014, les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont diminué de 8,5 M\$, et celles du secteur Matériaux écologiques, de 16,9 M\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Charges

	T4 2014	T4 2013	Variation (%)	2014	2013	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Amortissement	2 546	2 419	5 %	11 148	10 686	4 %
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	8 639	8 607	- %	36 922	36 066	2 %
Coûts du litige et coûts de restructuration	1 178	569	107 %	1 952	4 068	(52) %
(Produits) charges financières	(1 933)	2 304	(184) %	(1 521)	5 934	(126) %
Charge d'impôt	1 068	1 012	6 %	8 854	1 913	363 %
Total des charges	11 498	14 911	(23) %	57 355	58 667	(2) %

Amortissement

La dotation aux amortissements s'est établie à 2,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2014 et à 11,1 M\$ pour l'exercice 2014, par rapport à 2,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013 et 10,7 M\$ pour l'exercice 2013.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont établis à 8,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2014, et à 36,9 M\$ pour l'exercice 2014, par rapport à 8,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013 et à 36,1 M\$ pour l'exercice 2013. Les variations s'expliquent surtout par les salaires et les honoraires additionnels.

Coûts du litige et coûts de restructuration

La Société a comptabilisé un montant au titre des coûts du litige et des coûts de restructuration de 1,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2014 et de 2,0 M\$ pour 2014, comparativement à respectivement 0,6 M\$ et 4,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013 et pour l'exercice 2013. Sur un an, la baisse est principalement attribuable à une diminution des charges se rapportant aux honoraires juridiques et autres honoraires professionnels liés aux poursuites judiciaires et aux coûts de cessation d'emploi.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Charges financières

Les produits financiers se sont établis à 1,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2014, comparativement à des charges financières de 2,3 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette variation positive s'explique essentiellement par une hausse des profits de change et au titre de dérivés de 4,0 M\$ et par une variation positive de la juste valeur de l'option de conversion des débentures de 1,4 M\$, en partie contrebalancées par une augmentation des charges au titre des intérêts théoriques ou sur la dette.

Pour 2014, les produits financiers se sont établis à 1,5 M\$, comparativement à des charges financières de 5,9 M\$ pour l'exercice précédent. La variation positive de la juste valeur de l'option de conversion des débentures de 7,2 M\$, combinée à une hausse des profits de change et au titre de dérivés de 0,5 M\$, a été en partie contrebalancée par une augmentation des charges au titre des intérêts théoriques ou sur la dette.

Impôt sur le résultat

Pour le quatrième trimestre de 2014, la charge d'impôt s'est élevée à 1,1 M\$ et à 8,9 M\$ pour l'exercice, selon un taux d'impôt effectif de respectivement 77 % et 45 %. Le taux d'impôt effectif est plus élevé au quatrième trimestre de 2014 qu'au quatrième trimestre de 2013, en raison principalement des pertes reportées en avant pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au quatrième trimestre de 2014. Le taux d'impôt effectif s'est élevé à 45 % pour 2014, en hausse par rapport à 2013, principalement dû au fait qu'en 2013, un profit non imposable lié au règlement du litige visant MCP avait été présenté en réduction du prix d'acquisition, et en raison des pertes reportées en avant pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé en 2014.

Situation financière et sources de financement

	T4 2014	T4 2013	Variation (%)	2014	2013	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Fonds provenant de l'exploitation ¹	4 030	9 043	(55) %	17 592	20 033	(12) %
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	(8 019)	372	(2 256) %	(34 765)	27 930	(224) %
Activités d'exploitation	(3 989)	9 415	(142) %	(17 173)	47 963	(136) %
Activités d'investissement	(4 529)	(3 755)	21 %	(15 753)	(11 748)	34 %
Activités de financement	11 268	3 510	221 %	24 121	(22 410)	(208) %
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés à l'exploitation	(261)	(382)	(32) %	(845)	(913)	(7) %
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 489	8 788	(72) %	(9 650)	12 892	(175) %

Pour le quatrième trimestre de 2014, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation ont été de 4,0 M\$, tandis que celles-ci avaient généré 9,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution découle principalement de la hausse des stocks et des créances.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 4,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2014 par rapport à 3,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par l'accroissement des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont été de 11,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2014 par rapport à 3,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par des emprunts additionnels effectués sur la facilité de crédit.

Pour 2014, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation ont été de 17,2 M\$, tandis que celles-ci avaient généré 48,0 M\$ pour 2013. La diminution de 2014 découle principalement de la hausse des stocks et des créances. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 15,8 M\$ pour 2014 par rapport à 11,7 M\$ pour 2013. Cette hausse s'explique par l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et par l'acquisition d'AM&M, contrebalancées en partie par les produits tirés de la sortie de biens immobiliers inscrits au premier trimestre de 2014. Les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont établis à 24,1 M\$, comparativement à des flux

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

de trésorerie affectés aux activités de financement de 22,4 M\$ pour l'exercice précédent. Cette augmentation découle principalement de l'émission, au deuxième trimestre de 2014, de débentures convertibles, déduction faite des frais, en partie contrebalancée par le remboursement de la dette à long terme.

Fonds de roulement

	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
	\$	\$
Stocks	204 454	174 374
Autres actifs courants	93 100	97 233
Passif courant	(67 992)	(86 861)
Fonds de roulement ¹	229 562	184 746
Ratio du fonds de roulement ¹	4,38	3,13

La hausse du fonds de roulement¹ est principalement attribuable à l'augmentation prévue de la demande et à son incidence sur les stocks ainsi qu'à un reclassement des dettes fournisseurs et charges à payer aux autres passifs aux termes de nouveaux contrats avec un fournisseur. Le niveau actuel du fonds de roulement a été touché par les prix des produits de base moyens de l'exercice et les activités du dernier trimestre.

Dettes nettes

	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
	\$	\$
Dettes bancaires	975	10 462
Dettes à long terme, y compris la partie courante	51 823	72 785
Débentures convertibles	46 101	-
Total de la dette	98 899	83 247
Trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie soumise à restrictions	(14 892)	(24 917)
Dettes nettes¹	84 007	58 330

Le total de la dette a augmenté de 15,7 M\$ pour s'établir à 98,9 M\$ au 31 décembre 2014, par rapport à 83,2 M\$ au 31 décembre 2013, en raison de la hausse du fonds de roulement.

La dette nette, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions, a augmenté de 25,7 M\$, pour s'établir à 84 M\$ au 31 décembre 2014, par rapport à 58,3 M\$ au 31 décembre 2013.

Sources de financement à court terme disponibles

	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 777	22 427
Dettes bancaires disponibles	650	12 912
Facilité de crédit renouvelable disponible	79 976	11 980
Sources de financement à court terme disponibles	93 403	47 319

La Société est d'avis que les fonds provenant de l'exploitation¹, combinés aux sources de financement à court terme disponibles, qui s'établissaient à 93,4 M\$ au 31 décembre 2014, permettront de soutenir sa croissance, ses besoins en fonds de roulement et ses dépenses en immobilisations prévues.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Fonds provenant de l'exploitation

	T4 2014	T4 2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation¹	4 030	9 043	17 592	20 033
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, montant net	(4 484)	(3 768)	(14 221)	(11 615)
Variation du fonds de roulement	(8 019)	372	(34 765)	27 930
Émission d'actions ordinaires	-	-	164	-
Règlement du prix d'acquisition de MCP	-	-	-	45 188
Autres	333	(457)	5 553	(3 319)
	(12 170)	(3 853)	(43 269)	58 184
Variation totale de la dette nette¹	(8 140)	5 190	(25 677)	78 217
Dette nette ¹ au début de la période	(75 867)	(63 520)	(58 330)	(136 547)
Dette nette¹ à la fin de la période	(84 007)	(58 330)	(84 007)	(58 330)

Les fonds provenant de l'exploitation se sont établis à 4,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2014, en baisse par rapport à 9,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013, et à 17,6 M\$ pour 2014 par rapport à 20,0 M\$ pour 2013. La diminution est principalement attribuable aux variations défavorables du fonds de roulement.

	T4 2014	T4 2013	2014	2013
Ratio dette nette ¹ sur BAIIA ajusté annualisé	3,7	1,8	2,4	1,9
Fonds provenant de l'exploitation ¹ annualisés sur la dette nette (%)	19,2	62,0	20,9	34,3

Le ratio dette nette sur BAIIA ajusté annualisé s'est établi à 2,4 pour 2014 contre 1,9 pour 2013 et à 3,7 pour le quatrième trimestre de 2014 contre 1,8 pour le trimestre correspondant de 2013. Les fonds provenant de l'exploitation annualisés sur la dette nette représentaient 20,9 % pour 2014 contre 34,3 % pour 2013 et 19,2 % de la dette nette pour le quatrième trimestre de 2014 contre 62,0 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Informations relatives aux actions

	Au 24 février 2015	Au 31 décembre 2014
Actions émises et en circulation	83 979 657	83 979 657
Options sur actions pouvant être émises	1 388 760	1 702 100
Débiteures convertibles pouvant être émises	9 777 777	9 777 777

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions en remplacement de l'ancien régime (l'« ancien régime ») qui avait été adopté en octobre 2007. Les conditions des deux régimes sont les mêmes, sauf que le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser 5 000 000. Le nombre total d'actions pouvant être émises à l'exercice des options attribuées en vertu de l'ancien régime ne pouvait dépasser 10 % de l'ensemble des actions émises de la Société au moment de l'attribution des options. Les options attribuées en vertu de l'ancien régime peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation au 31 décembre 2014 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date de leur attribution. Les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société, et après un an pour les administrateurs retraités.

Le tableau suivant présente de l'information concernant toutes les options sur actions en circulation :

	2014		2013	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$ CA		\$ CA
En circulation au début de l'exercice	1 637 951	4,19	1 585 448	4,67
Attribuées	352 000	3,99	546 939	2,39
Annulées	(206 463)	4,16	(141 386)	5,55
Exercées	(71 388)	2,46	-	-
Expirées	(10 000)	7,80	(353 050)	3,00
En circulation à la fin de l'exercice	1 702 100	4,21	1 637 951	4,19
Exercables à la fin de l'exercice	1 192 918	4,37	1 001 826	4,94

Rapport de gestion

Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères et conclut à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 17 et 25 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2014 :

	Valeur comptable	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dette bancaire	975	1 030	-	-	-	1 030
Dettes fournisseurs et charges à payer	60 286	60 286	-	-	-	60 286
Dette à long terme	51 823	3 224	5 136	52 837	-	61 197
Débiteures convertibles	46 101	3 263	6 527	61 635	-	71 425
Passif à long terme (inclus dans les autres passifs)	12 577	-	15 064	-	-	15 064
Total	171 762	67 803	26 727	114 472	-	209 002

Engagements

En septembre 2014, la Société a conclu une entente de prêt avec un de ses fournisseurs visant la construction de matériel de production en Asie. Le prêt porte intérêt au taux de 8,5 % et est garanti par la société mère du fournisseur. En vertu de cette entente, le montant total du prêt peut atteindre jusqu'à 7 M\$ à l'atteinte de certains jalons. La tranche initiale a été déboursée le 15 octobre 2014. Au 31 décembre 2014, le montant à recevoir au titre du prêt s'élevait à 1,8 M\$. Chaque tranche est remboursable sur une base mensuelle sur une durée de 12 mois à compter de la date de chaque retrait.

Dans le cours normal des activités, la Société a conclu des lettres de crédit d'un montant pouvant aller jusqu'à 0,4 M\$ au 31 décembre 2014.

La Société loue certaines installations et de l'équipement aux termes de contrats de location simple. Les paiements minimums futurs, à la suite des derniers renouvellements de contrats de location et compte non tenu des charges d'exploitation, se présentent comme suit :

	2014	2013
	\$	\$
Un an ou moins	2 881	2 265
Plus d'un an mais moins de cinq ans	5 100	3 635
Total des engagements	7 981	5 900

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs ou des actifs éventuels. Au 24 février 2015, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés, à l'exception de ce qui suit.

La Société a réglé, en 2013, le litige qui l'opposait aux anciens actionnaires de MCP, empêchant ainsi toute partie au règlement d'intenter d'autres poursuites connexes. À la date des présentes, la Société est d'avis qu'il est peu probable qu'une sortie de ressources, pouvant avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés, sera nécessaire à la suite de réclamations éventuelles de la part de tiers se rapportant à des actions ou événements liés au non-respect allégué des déclarations et des garanties par les anciens actionnaires de MCP.

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

À la lumière de leur évaluation de l'efficacité du CIIF de la Société, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que le CIIF a été conçu de façon adéquate et qu'il fonctionnait de façon efficace au 31 décembre 2014, selon le référentiel intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publiée par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« référentiel COSO 2013 »).

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »)

Le CIIF n'a subi, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le CIIF.

Méthodes comptables et changements

Les principes et méthodes comptables appliqués par la Société pour préparer ses états financiers consolidés audités pour l'exercice 2014 sont conformes aux IFRS. Les principales méthodes comptables de la Société sont décrites à la note 2 des états financiers consolidés audités du 31 décembre 2014. Les hypothèses clés et principales méthodes d'estimation que la direction a utilisées selon les IFRS, de même que leur incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes, sont demeurées sensiblement les mêmes que celles décrites dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Changements de méthodes comptables

Depuis le 1^{er} janvier 2014, la Société applique la nouvelle norme décrite ci-après.

L'interprétation IFRIC 21 de l'IFRS Interpretations committee, *Droits ou taxes*, fournit des indications sur la comptabilisation des droits ou taxes conformément aux exigences de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. L'interprétation définit un droit ou une taxe comme une sortie de ressources d'une entité imposée par un gouvernement conformément aux lois et confirme qu'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe n'est comptabilisé que lorsque le fait générateur de l'obligation survient, comme le définit la loi. La Société a appliqué l'IFRIC 21 de manière rétrospective conformément aux dispositions transitoires de l'interprétation. L'adoption de l'interprétation 21 n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés.

Changements futurs de méthodes comptables

Les normes suivantes ont été publiées mais ne sont pas encore en vigueur :

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui précise de quelle façon et à quel moment les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés, et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. L'IFRS 15 annule et remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires. La norme entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2017 pour la Société, et son application anticipée est permise. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En juillet 2014, l'IASB a modifié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, afin de regrouper les phases « classement et évaluation », « dépréciation » et « comptabilité de couverture » du projet de l'IASB visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme annule et remplace toutes les versions précédentes de l'IFRS 9 et entrera en vigueur pour la Société le 1^{er} janvier 2018. Son application anticipée est permise. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

Pour déterminer la valeur d'utilité, la direction estime les flux de trésorerie futurs attendus de chaque actif ou UGT et elle détermine un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Dans le cadre de l'évaluation des flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats d'exploitation futurs, qui ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels peuvent être différents et donner lieu à des ajustements importants des actifs de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au risque de marché et aux facteurs de risque propres aux actifs.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des prix futurs prévus ainsi que des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers consolidés. La valeur nette de réalisation des stocks pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Option de conversion des débetures

Les débetures convertibles émises par la Société sont assorties d'options de conversion et de remboursement anticipé, qui sont considérées comme des instruments financiers de niveau 3. Le dérivé est évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, et sa juste valeur doit être mesurée à chaque période de présentation de l'information financière, les variations ultérieures de la juste valeur étant comptabilisées dans l'état du résultat net. Un modèle d'évaluation des dérivés qui comporte des hypothèses est utilisé pour estimer la juste valeur. Les détails se rapportant aux hypothèses utilisées dans le modèle d'évaluation de la juste valeur du dérivé incorporé, à la date de sa création et au 31 décembre 2014, sont présentés à la note 13 des états financiers consolidés de la Société.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreux pays. Pour établir sa charge d'impôt dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et du bien-fondé des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs d'impôt différé dans le futur. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable.

Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des coentreprises, des administrateurs et des membres de la direction. Les transactions avec ces parties liées sont décrites aux notes 9, 10, 24 et 27 des états financiers consolidés de 2014 de la Société.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 17, « Catégories d'actifs financiers et de passifs financiers », des états financiers consolidés de 2014 de la Société.

La juste valeur des instruments financiers dérivés était comme suit :

Actifs (passifs)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Option de conversion des débetures	\$ (2 093)	\$ -
Swap de taux d'intérêt	-	(2 588)
Contrats de change à terme	-	(1 468)
Contrats dérivés à terme	147	955
Bons de souscription	-	(181)
Total	(1 946)	(3 282)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La politique de la Société est de limiter son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt en veillant à ce qu'une tranche raisonnable de ses avances bancaires, de sa dette à long terme et de ses débetures convertibles soit à taux fixe. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable. Une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt n'aurait pas d'incidence importante sur le résultat net de la Société.

Rapport de gestion

Risque de change

Les ventes de la Société sont principalement libellées en dollars américains, alors qu'une partie de ses charges d'exploitation sont libellées dans des monnaies locales, comme l'euro, le dollar canadien et la livre sterling. Bien que les achats de matières premières soient libellés en dollars américains, ce qui réduit en partie l'incidence des fluctuations des taux de change, nous sommes exposés au risque de change, qui pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats. La direction a instauré une politique de gestion du risque de change au regard de la monnaie fonctionnelle appropriée. La Société gère le risque de change en concluant divers contrats de change à terme.

Les contrats de change à terme sont décrits à la note 17 des états financiers consolidés de 2014 de la Société.

La Société avait les expositions suivantes au risque de change au 31 décembre 2014 :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	Autres
	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	256	3 896	724	1 864	264
Trésorerie soumise à restrictions	-	2 089	29	16	-
Créances	1 083	14 729	2 358	8 640	649
Dette bancaire	-	-	-	(975)	-
Dettes fournisseurs et charges à payer	(2 884)	(14 046)	(2 514)	(3 491)	(697)
Dette à long terme	-	(61)	-	-	-
Débiteures convertibles	(46 101)	-	-	-	-
Actifs (passifs) financiers nets	(47 646)	6 607	597	6 054	216

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de un point de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2014 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	Autres
	\$	\$	\$	\$	\$
Raffermissement de 1 %					
Résultat avant impôt	(476)	66	6	61	2
Affaiblissement de 1 %					
Résultat avant impôt	476	(66)	(6)	(61)	(2)

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte découlant de l'incapacité d'un client de s'acquitter de ses obligations à l'égard de créances clients et autres débiteurs ainsi que de contrats. La Société compte un grand nombre de clients et ne dépend plus d'un seul en particulier. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion de risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

La Société constitue un compte de correction de valeur pour créances douteuses conformément à l'évaluation que fait la direction des montants recouvrables. La valeur comptable des créances représente donc généralement le risque de crédit maximum auquel la Société est exposée. Aux 31 décembre 2014 et 2013, la Société a constitué un compte de correction de valeur pour créances douteuses de respectivement 0,1 M\$ et 0,2 M\$. Lorsqu'il est constitué, ce compte est inclus dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration à l'état du résultat net consolidé, et il est présenté net des montants recouverts pour lesquels il a été constitué au cours de périodes antérieures.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives. Afin de se conformer à ces clauses restrictives, la Société a préparé un BAIIA budgété et des estimations de flux de trésorerie qu'elle devra respecter. La direction est d'avis que les hypothèses utilisées par la Société pour la préparation de ses budgets sont raisonnables et que les clauses restrictives de la facilité de crédit ne devraient pas être enfreintes au cours des 12 prochains mois. Le risque, toutefois, demeure. L'atteinte des résultats prévus dépend de la stabilité du prix des métaux et des autres matières premières, de la réduction de la dette grâce à l'optimisation du fonds de roulement de la Société et de la viabilité et du soutien continus des banques de la Société.

Risques et incertitudes

La Société est assujettie à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie et à atteindre ses objectifs de croissance à long terme. La direction analyse ces risques et met en place des stratégies afin d'en réduire l'incidence sur la performance de la Société.

Incapacité d'obtenir les avantages escomptés d'acquisitions et d'investissements

Certains des avantages attendus pourraient ne pas se matérialiser ou pourraient ne pas se concrétiser dans les délais prévus par la direction. Un certain nombre de facteurs, dont beaucoup sont indépendants de notre volonté, pourraient avoir une incidence sur la réalisation de ces avantages. Entre autres, la possibilité de tirer avantage des investissements et de toute acquisition future que nous réaliserons dépend, en partie, du regroupement des fonctions et de l'intégration des activités, des procédures et du personnel, en temps utile et de manière efficace, de même que de la capacité de notre Société à tirer parti des occasions de croissance et de synergie prévues en regroupant avec les nôtres les entreprises et les activités acquises. L'intégration des entreprises acquises suppose que la direction consacre des efforts, du temps et des ressources considérables, ce qui pourrait détourner son attention et ses ressources d'autres occasions stratégiques et aspects opérationnels pendant le processus d'intégration. Le processus d'intégration est susceptible d'entraîner le départ d'employés clés, l'engagement de dépenses importantes et la perturbation des activités courantes et des relations avec les clients et les employés, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur notre capacité à obtenir les avantages escomptés de ces acquisitions et investissements.

Activités internationales

La Société exerce ses activités dans plusieurs pays, y compris la Chine et le Laos, et, par conséquent, elle court des risques liés à l'exercice de ses activités à l'échelle internationale. Nous pourrions subir les contrecoups importants de ces risques, dont l'intégration des activités internationales, les défis liés à l'assujettissement à plusieurs ordres juridiques, l'éventualité d'un climat volatil sur le plan de l'économie et des relations de travail, l'instabilité politique, l'expropriation et les modifications en matière de taxes et impôts, tarifs et autres frais imposés par les autorités de réglementation. Bien que la Société exerce ses activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, rien ne garantit qu'elle ne subisse pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux activités qu'elle exerce sur le plan international.

Réglementation environnementale

Nos activités supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et de règlements nationaux, provinciaux, locaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent ceux régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et des déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés et la santé et sécurité au travail. Nous avons engagé et continuerons d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter ces lois et règlements. De plus, la violation des lois en matière de protection de l'environnement ou des permis délivrés en vertu de celles-ci ou la responsabilité engagée en vertu de ces lois ou permis pourrait entraîner l'imposition de restrictions sur nos activités d'exploitation ou nous exposer à des amendes substantielles, des pénalités et des poursuites judiciaires

devant les tribunaux pénaux, des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, des frais de nettoyage ou d'autres frais. Bien que nous estimions respecter actuellement toutes les exigences en matière de protection de l'environnement qui sont applicables, de nouvelles circonstances futures, comme la mise en place de politiques de coercition plus agressives, l'application de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus stricts ou la découverte de conditions environnementales actuellement inconnues, pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence négative significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Des mesures correctives ont été mises en œuvre à l'installation acquise de MCP à Tilly, en Belgique, en vertu d'un plan de remise en état découlant de l'héritage industriel du site sur lequel l'installation est située, site qui a été utilisé à des fins industrielles depuis plus de 100 ans. La remise en état a été approuvée et audité par les autorités locales et la Société devrait recevoir confirmation de son entière conformité à courte échéance.

Risque lié à la concurrence

Nous sommes le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques, et aucun de nos concurrents, qui sont peu nombreux, n'est entièrement intégré comme nous le sommes ou n'offre une gamme de produits semblable. Par conséquent, nos concurrents ne sont pas en pleine mesure d'offrir une gamme de services et de produits aussi complète que la nôtre. Cependant, rien ne garantit que cette situation perdurera, et la concurrence pourrait venir d'affineurs de métaux à bas prix ou de certains de nos clients qui décideraient de s'intégrer verticalement. La croissance attendue de la demande de nos principaux produits devrait attirer plus d'affineurs de métaux dans ce secteur et intensifier la concurrence. Bien que nous croyions que nos activités et notre réseau commercial sont d'importants avantages concurrentiels, une plus forte concurrence pourrait avoir une incidence négative sur notre chiffre d'affaires et nos marges d'exploitation si nos concurrents accaparent une part du marché et que nous ne sommes pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

Risque lié au prix des produits de base

Le coût et la disponibilité de certains intrants varient en fonction d'un certain nombre de facteurs sur lesquels nous n'avons aucune prise, notamment la conjoncture, les taux de change, la demande de métaux à l'échelle mondiale, les sanctions commerciales, les tarifs, les coûts de main-d'œuvre, la concurrence, la surcapacité des producteurs et la majoration des tarifs. Toute variation de la disponibilité et des coûts des intrants pourrait avoir une incidence significative sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. L'incapacité de la Société à récupérer les hausses de coût pourrait nuire considérablement à ses activités, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie.

Sources d'approvisionnement

Nous pourrions être incapables de trouver des stocks essentiels de matières premières dont nous dépendons pour exercer nos activités. Nous nous procurons actuellement nos matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui nous avons des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraison pourrait réduire notre capacité de production et avoir une incidence sur nos livraisons aux clients, ce qui, par le fait même, aurait une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais quant au non-respect de nos contrats d'approvisionnement.

Protection de la propriété intellectuelle

La protection de propriété de nos procédés, méthodes et autres technologies exclusives est essentielle à notre entreprise. Nous comptons presque exclusivement sur une combinaison de secrets commerciaux et d'ententes de confidentialité signées avec nos employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous avons délibérément choisi de limiter le nombre de nos brevets afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de nos droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et technologies de grande valeur.

Risque lié à la valorisation des stocks

La Société surveille son risque associé à la valeur de ses stocks par rapport au prix du marché. En raison de la nature très peu liquide d'une grande partie de ses stocks, elle compte sur une combinaison de techniques d'évaluation du risque normalisées, telle que la valeur à risque, ainsi que sur une appréciation plus empirique des conditions du marché. Les décisions concernant les niveaux appropriés de stocks sont prises compte tenu des calculs de la valeur à risque et des conditions du marché.

Interruptions des activités

Nous pourrions subir des pertes si nos activités devaient être interrompues. Dans bien des cas, plus particulièrement dans le cas de nos contrats à long terme, nous avons des obligations contractuelles de livrer des produits dans des délais prescrits. Toute perturbation de nos activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que nous portent les clients, d'entraîner l'annulation de nos contrats et de donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que nous croyions avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et que nous ayons contracté une assurance contre celles-ci, il est possible que nous ayons néanmoins à subir des interruptions, qui pourraient avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

Dépendance à l'égard du personnel clé

La Société compte sur l'expertise et le savoir-faire des membres de son personnel pour la poursuite de ses activités. Le départ de membres de la haute direction pourrait avoir une incidence négative importante sur la Société. Notre réussite future dépend aussi de notre capacité à attirer et à garder à notre service les employés clés et à former, garder à notre service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans notre équipe de direction et notre équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise du secteur des métaux spéciaux et de la technologie d'affinage, sont essentiels à notre réussite et pourraient se révéler difficiles. Nous ne pouvons pas garantir que nous serons en mesure d'attirer et de garder à notre service le personnel qualifié au besoin.

Conventions collectives

Une partie du personnel de la Société est syndiqué et nous avons des conventions collectives qui viennent à échéance à différentes dates. Si nous ne sommes pas en mesure de renouveler ces conventions collectives à des conditions similaires lorsque celles-ci doivent être renégociées, cela pourrait donner lieu à des arrêts ou conflits de travail, comme des grèves, des débrayages ou des lock-out, et nuire à notre performance.

Risques associés au fait d'être une société cotée

Les actions de la Société sont cotées et, par conséquent, la Société est tenue à toutes les obligations imposées aux « émetteurs assujettis » en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada et à toutes les obligations applicables à une société cotée en vertu des règles de la Bourse. Les coûts directs et indirects associés au fait d'être une société cotée ont monté en flèche au cours des dernières années, et les initiatives réglementaires à l'étude pourraient accroître davantage les coûts inhérents à une société cotée au Canada. Ces coûts pourraient nuire aux résultats financiers de la Société. Un autre risque associé au fait d'être une société cotée est l'obligation de communiquer les informations clés de la Société, ce qui n'est pas le cas pour ses concurrents qui sont des sociétés à capital fermé.

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet de commandes représente la valeur attendue des commandes que la Société a reçues, mais n'a pas encore exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des 12 prochains mois. Les nouvelles commandes représentent la valeur des commandes reçues durant la période considérée, calculée en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges (produits) d'intérêts, l'impôt sur le résultat et l'amortissement. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Rapport de gestion

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel qu'il est défini précédemment avant la dépréciation des stocks, les coûts du litige et coûts de restructuration, le profit lié au règlement du prix d'acquisition de MCP, le profit sur la sortie d'immobilisations corporelles, la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, et les pertes (profits) de change et au titre de dérivés. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de toute dépréciation des stocks. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des moins-values et de la reprise de perte de valeur des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la dépréciation du goodwill, des coûts du litige et coûts de restructuration, de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition, après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des coûts du litige et coûts de restructuration, de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Nous avons recours au résultat net de base ajusté par action, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des coûts du litige et coûts de restructuration, de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition par action, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds provenant de l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de la Société. Selon la Société, les fonds provenant de l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau d'endettement, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la trésorerie soumise à restrictions. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante, et la somme de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions.

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants. Étant donné que la Société est actuellement endettée, nous nous servons de cette mesure comme d'un indicateur de notre efficacité financière et nous nous efforçons de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant les actifs courants par les passifs courants.

Renseignements supplémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements complémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Rapport de gestion

Données sélectionnées

Le tableau qui suit présente les principales données financières trimestrielles pour les exercices 2012 à 2014.

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2014					
Produits	142 379	136 597	114 438	114 781	508 195
BAIIA ^{1 2}	11 178	11 524	12 721	4 021	39 444
BAIIA ajusté ¹	10 501	10 816	8 071	5 657	35 045
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	4 655	4 436	4 172	(2 451)	10 812
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	0,06 \$	0,05 \$	0,05 \$	(0,03) \$	0,13 \$
Résultat net	4 519	4 436	4 171	(2 453)	10 673
Résultat de base par action	0,05 \$	0,05 \$	0,05 \$	(0,03) \$	0,13 \$
Résultat dilué par action	0,05 \$	0,05 \$	(0,01) \$	(0,04) \$	0,05 \$
Résultat net ajusté ¹	4 916	4 303	170	1 247	10 636
Résultat net de base ajusté par action ¹	0,06 \$	0,05 \$	- \$	0,01 \$	0,13 \$
Fonds provenant de l'exploitation ¹	6 806	5 774	982	4 030	17 592
Carnet de commandes ¹	187 330	150 363	137 183	153 159	153 159
Exercice 2013					
Produits	118 389	112 637	108 570	119 416	459 012
BAIIA ^{1 2}	12 121	38 008	6 926	6 848	63 903
BAIIA ajusté ¹	10 115	6 543	5 775	7 942	30 375
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	5 371	34 185	1 083	2 022	42 661
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	0,06 \$	0,41 \$	0,01 \$	0,02 \$	0,51 \$
Résultat net	5 538	34 281	1 323	1 638	42 780
Résultat de base par action	0,07 \$	0,41 \$	0,02 \$	0,02 \$	0,51 \$
Résultat dilué par action	0,07 \$	0,41 \$	0,02 \$	0,02 \$	0,51 \$
Résultat net ajusté ¹	6 296	959	1 517	2 068	10 840
Résultat net de base ajusté par action ¹	0,08 \$	0,01 \$	0,02 \$	0,02 \$	0,13 \$
Fonds provenant de l'exploitation ¹	4 608	1 560	4 822	9 043	20 033
Carnet de commandes ¹	166 290	153 277	133 352	170 073	170 073
Exercice 2012					
Produits	162 235	140 076	120 744	128 620	551 675
BAIIA ^{1 2}	14 707	(22 012)	8 662	(223 440)	(222 083)
BAIIA ajusté ¹	16 867	5 594	9 001	6 395	37 857
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	4 972	(21 922)	1 218	(212 006)	(227 738)
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	0,07 \$	(0,29) \$	0,02 \$	(2,71) \$	(2,91) \$
Résultat net	4 891	(22 062)	1 275	(211 953)	(227 849)
Résultat de base par action	0,07 \$	(0,30) \$	0,02 \$	(2,70) \$	(2,91) \$
Résultat dilué par action	0,07 \$	(0,30) \$	0,02 \$	(2,70) \$	(2,91) \$
Résultat net ajusté ¹	5 250	(1 911)	648	(6 880)	(2 893)
Résultat net de base ajusté par action ¹	0,07 \$	(0,03) \$	0,01 \$	(0,08) \$	(0,04) \$
Fonds provenant de l'exploitation ¹	11 236	(407)	10 320	4 243	25 392
Carnet de commandes ¹	215 588	188 982	162 323	165 790	165 790

	T4 2013	T3 2013	T2 2013	T1 2013	T4 2012	T3 2012	T2 2012	T1 2012
(en milliers de dollars américains)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
BAIIA – selon la définition antérieure	7 942	5 775	(3 639)	10 115	(18 122)	9 001	(20 474)	16 867
Coûts du litige et coûts de restructuration	(569)	(255)	(2 233)	(1 011)	(932)	(464)	(908)	(478)
Profit lié au règlement du prix d'acquisition de MCP	-	-	45 188	-	-	-	-	-
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation des immobilisations incorporelles et du goodwill	-	-	-	-	(165 507)	-	-	-
Dépréciation des immobilisations corporelles	-	-	-	-	(39 239)	-	-	-
Reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	932	-	-
Pertes (profits) de change et au titre de dérivés	(525)	1 406	(1 308)	3 017	360	(807)	(630)	(1 682)
BAIIA – selon la définition actuelle	6 848	6 926	38 008	12 121	(223 440)	8 662	(22 012)	14 707

(en milliers de dollars américains)	2014	2013	2012
Données du bilan	\$	\$	\$
Total de l'actif	399 531	365 240	385 396
Dettes nettes (trésorerie nette) ¹	84 007	58 330	136 547
Obligation au titre des prestations de retraite	16 928	15 887	16 667
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	196 443	190 052	144 955

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

² Les périodes de comparaison ont été retraitées compte tenu d'un changement dans la définition du BAIIA¹.